

Genève (ats) :

Le Centre International de Déminage Humanitaire (CIDH) est prêt à intervenir en Irak. Le Système de gestion de l'information dans la lutte anti-mines (IMSMA), financé par la Suisse, a commencé à collecter les données.

L'ONU a demandé au Centre de mettre à disposition son système, développé par l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich après la guerre au Kosovo (1999). Dès que les conditions de sécurité seront réunies, le système sera déplacé de Chypre en Irak, a indiqué lundi à Genève la responsable du projet au CIDH, Ananda Millard.

L'ONU a financé un programme anti-mines dans le Nord de l'Irak dans le cadre du programme pétrole contre nourriture. L'Irak est un des pays les plus minés de la planète, notamment sur la frontière entre l'Iran et l'Irak.

Données périmées

Toutefois, le Centre n'a encore aucune information disponible sur l'utilisation de mines, la présence et le type de munitions non explosées en Irak à la suite de la guerre. Il dépend d'un feu vert des Américains.

Le rôle de l'ONU dans l'après-guerre n'est pas encore clair, a précisé le directeur du Centre, l'ambassadeur Martin Dahinden. Pour l'instant, les données enregistrées dans l'IMSMA datent d'avant l'intervention anglo-américaine.

Le CIDH a fêté lundi son 5<sup>e</sup> anniversaire. Employant 27 personnes, il dispose d'un budget de 17 millions de francs par an, financé à 46 % par la Suisse (14 % par le Royaume-Uni, 6 % la Suède, 5 % les Etats-Unis, 3 % l'ONU). Il est actif dans l'assistance opérationnelle, la recherche et fonctionne comme secrétariat du traité d'Ottawa.